

L'énergie

Si les députés d'en face pensent que les hausses du pétrole prévues dans la politique du gouvernement font tort aux consommateurs, comment peuvent-ils croire que les consommateurs s'en trouveraient mieux si les prix montaient encore plus vite? C'est contradictoire. Il faut une certaine logique, il faut une certaine logique dans la critique de l'opposition si nous voulons que ce débat ait du sens. Les députés d'en face nous demandent d'écouter leur critique et d'y répondre. Quand la critique est aussi contradictoire, comment le gouvernement peut-il donner une réponse qui satisfasse un nombre raisonnable de députés d'en face? C'est impossible.

Nous avons aussi entendu d'autres critiques au sujet de la politique des taux d'intérêt que suit le gouvernement. C'est une question sur laquelle le député de Saint-Jean-Ouest peut apporter beaucoup de lumière pour ce qui est de la valeur de la politique économique que suit présentement le gouvernement dans le domaine monétaire. Je voudrais citer une autre réponse que le député a donnée hier. A propos de questions qui portaient sur le ministre des Finances (M. MacEachen), le gouverneur de la Banque du Canada et la politique des taux d'intérêt, il a dit:

Je pense que la seule façon de faire baisser les taux d'intérêt est de convaincre le public que vous êtes vraiment décidés à lutter contre l'inflation et que vous allez vraiment vous y employer, que le gouvernement va contenir ses propres dépenses et qu'il s'occupe de mettre en place un programme qui amènera le gouvernement à se restreindre lui-même pendant les quelques années à venir.

Cela signifie clairement que le gouvernement ne devrait pas instituer de nouveaux programmes surtout s'ils sont coûteux. L'austérité économique, ce n'est pas cela. Lorsque le ministre des Finances dit qu'il n'a pas l'intention d'instituer de nouveaux programmes au cours des deux ou trois prochaines années, les députés de l'autre côté lui reprochent d'être impitoyable et de ne pas tenir compte des besoins des Canadiens. Pourtant, le député de Saint-Jean-Ouest prétend que l'austérité est une des premières politiques que le gouvernement devrait adopter pour convaincre les Canadiens qu'il tient sérieusement à juguler l'inflation puisque c'est le seul moyen de faire baisser les taux d'intérêts, ce que tous les députés désirent. Je suis entièrement d'accord avec le député de Saint-Jean-Ouest. Autre question:

Êtes-vous convaincu que la politique de la Banque du Canada soit la bonne? Si votre parti était au pouvoir, appuieriez-vous M. Bouey et sa politique?

Le député a répondu ceci:

Oui, je continuerais d'appuyer M. Bouey...

On lui demanda ensuite ceci:

... que feriez-vous pour renforcer la politique monétaire de M. Bouey par la voie fiscale?

Le député a fait quelques réflexions que j'approuve en grande partie. Il a dit notamment ceci:

Il faudrait arriver à convaincre les gens que vous comprimez réellement les dépenses...

Il n'est pas question de lancer de nouveaux programmes importants.

... vous savez, que vous avez la situation bien en main. Je ne crois pas que l'on puisse limiter davantage les dépenses... si l'on arrivait à ne pas augmenter les dépenses, il y aurait de toute façon une augmentation à cause de l'inflation et il faudrait mener une lutte acharnée...

Le député prétend que ce n'est pas en réduisant les dépenses publiques que l'on va résoudre le problème des dépenses gouvernementales pour la bonne raison qu'il est très difficile d'y arriver, malgré tout ce qu'a pu dire le député de York-Peel (M. Stevens) à ce sujet; celui-ci voudrait que les dépenses

gouvernementales et la taille de la fonction publique soient considérablement réduites. Le député de Saint-Jean-Ouest a adopté un point de vue réaliste. D'après lui, étant donné la nature des dépenses gouvernementales—la nature des transferts aux provinces, des transferts aux particuliers et des services offerts par le gouvernement—ce n'est pas en réduisant les dépenses publiques que l'on arrivera à réduire le déficit. Il a proposé autre chose; d'après lui, il faut chercher la solution du côté des recettes, il faut essayer d'augmenter les recettes. Je suis tout à fait d'accord avec le député de Saint-Jean-Ouest, mais on ne peut contrôler ou contenir les dépenses tout en augmentant les crédits destinés à d'autres programmes à moins de hausser les impôts, et le député de Saint-Jean-Ouest a indiqué qu'il nous faudrait accroître les revenus uniquement pour réduire le déficit actuel sans accroître les dépenses, et à condition de n'adopter aucun programme nouveau.

● (2100)

Je pense enfin que nous devons nous attaquer à une autre question qui nous a attiré des critiques, à savoir le fait que notre politique de taux d'intérêt se modèle sur celle des États-Unis. Je pense que sur ce point, le point de vue du député de Saint-Jean-Ouest va entièrement dans le sens de la politique du gouvernement. Permettez-moi de citer ses paroles:

Mais les choses étant ce qu'elles sont, j'admets que nos taux d'intérêt doivent malheureusement suivre ceux des États-Unis jusqu'à ce que nous soyions en mesure de renforcer notre économie et de fortifier le dollar canadien.

J'estime que le député aura certaines questions à poser à ce sujet, car le gouvernement devrait selon lui adopter des mesures susceptibles d'améliorer notre situation économique. Il pense que ces mesures renforceront notre économie tout en nous laissant une certaine latitude. Cependant, compte tenu de la conjoncture actuelle, et c'est de cela qu'il parlait, il a dit:

J'estime qu'il serait trop dangereux, lorsque les taux d'intérêt américains grimpent, de ne pas permettre aux nôtres de les suivre de très près, en raison de ce qui pourrait advenir du dollar canadien. Chaque fois que sa valeur baisse d'un cent, notre coût de la vie augmente de trois—le chiffre généralement admis est quatre-dizièmes de 1 p. 100—et si elle amorçait une descente, qui sait à quel niveau elle s'arrêterait, ce qui pour nous présenterait de très grands risques. En ce sens, j'approuve cette politique.

Cette politique est celle du gouvernement et c'est le critique financier de l'opposition qui se porte à sa défense. A mon avis, le député a fait preuve d'honnêteté et a donné une juste appréciation de la politique du gouvernement. Je rends hommage à son intelligence, à son esprit, d'analyse, et au motif qui l'a poussé à donner son appui à la politique du gouvernement.

On a dit que le gouvernement n'avait pris aucune mesure pour aider ceux qui sont le plus touchés par la conjoncture économique actuelle, ici comme ailleurs dans le monde, qu'il ne s'inquiétait pas des gens, mais ce n'est pas vrai.

Une voix: Qui dit cela?

M. Evans: Je sais que les députés d'en face rient et s'amuse beaucoup lorsque nous parlons du supplément de revenu garanti, qu'ils proposent de remplacer par le crédit d'impôt à l'énergie, mais ce crédit d'impôt à l'énergie représente au plus \$80 par année. La hausse du supplément de revenu pour les gens qui, comme l'admet le député de Kingston et les Îles, sont le plus défavorisés et les moins capables de pourvoir à leurs propres besoins, représente un montant de l'ordre de \$480, qui est indexé au coût de la vie afin de garder intact son pouvoir protecteur.